

JUIN
2023



MEMORANDUM

Pour la mise en place d'un guichet unique de prise en charge des femmes et des filles victimes de violences par les différents services concernés



Ensemble arrêtons les
violences faites aux
femmes et aux filles



Les violences subies par les femmes et les filles constituent l'une des violations des droits humains les plus répandues dans le monde.

Suite à la présentation du plaidoyer relatif à la mise en place d'un guichet unique le 24 Février 2023, il a été décidé de rédiger un mémorandum à l'intention des pouvoirs publics.

Ont participé à cette réunion :

- ◆ Association SOS femmes en détresse
- ◆ Association Femmes algériennes revendiquant leurs droits (FARD)
- ◆ Association Tharwa N'Fadhma N'Soummer
- ◆ Association nationale Femmes en communication
- ◆ Fondation du Journal féministe algérien (JFA)
- ◆ Fondation pour l'égalité (CIDDEF)
- ◆ Association Graine de paix
- ◆ Association nationale des élues locales (Réseau Nedjm)





MEMORANDUM

Pour la mise en place d'un guichet unique de prise en charge des femmes et des filles victimes de violences par les différents services concernés

Position du problème

Même s'il n'existe pas de données nationales unifiées et d'indicateurs pertinents récents, à même de rendre compte du phénomène de la violence faite aux femmes et aux filles, on sait qu'en 2006¹, une femme sur dix (1/10) a subi des violences physiques et deux sur dix (2/10) des violences verbales répétées.

En 2022², 6% des femmes interrogées disent qu'elles ont été frappées au moins une fois au point d'avoir mal, ceci au cours des 12 mois qui ont précédé l'enquête, ce qui correspond à près de 900.000 femmes violentées en une année.

Or, la même année, les services de police ont enregistré 5.792³ plaintes de femmes victimes de sévices.



1 Enquête de prévalence des violences faites aux femmes, réalisée par le CRASC pour le compte du ministère délégué à la condition féminine.

2 Sondage effectué par la Fondation pour l'Égalité en 2002 sur le degré d'adhésion aux valeurs égalitaires par les Algériennes et les Algériens, y compris les adolescents et les adolescentes. Site du Ciddef : ciddef-dz.com

3 3.809 plaintes pour violences physiques, 3 coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort, 27 homicides, 3 tentatives d'homicide, 47 violences sexuelles incestueuses, 31 harcèlements sexuels, 936 mauvais traitements, 01 exploitation économique, 11 enlèvements.

Les liens de parenté avec la victime font apparaître **l'époux en première place : 1.236 époux** ont exercé des violences physiques sur leurs femmes ; viennent ensuite les membres de la famille, 560 cas : **les frères 233, les fils 179**, les pères 37, les fiancés 37, **les amants 118** ; enfin 1.704 cas sont le fait de personnes étrangères.

Les violences physiques sont le motif qui représente le taux le plus élevé pour lequel les victimes se présentent aux services de police, soit 57,72%. Le second motif le plus élevé est les mauvais traitements (38,63%), suivi par le harcèlement sur la voie publique (1,04%). Les homicides représentent 0,50% et les coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort 0,11%, soit respectivement 31 et 07 victimes. Ce chiffre de 38 femmes qui ont perdu la vie est corroboré par le site femicides-dz.com.

L'écart est énorme entre le nombre de femmes violentées et celles qui déposent plainte.

On sait par ailleurs que de nombreuses femmes qui ont déposé une main courante pour sévices ne confirment pas la plainte.

Cheminement de la victime après une agression

Les femmes ne déposent pas plainte facilement. Lorsqu'elles le peuvent ou le font, elles se rendent chez le médecin légiste, soit directement soit sur réquisition du procureur, pour faire constater les violences subies. Munies de leur certificat médical, préalable à toute action, décrivant les dommages et fixant les ITT ou IPP qui leur permettront éventuellement d'obtenir des réparations pour les dommages subis, elles se dirigeront vers le poste de police le plus proche.

Ainsi la prise en charge exige un protocole, qui va du signalement à la réparation judiciaire et implique plusieurs intervenants. Les mécanismes existent, mais il y a un manque flagrant de coordination entre eux. Ces mécanismes sont ceux qui relèvent de :

- ◆ **La santé : Le médecin légiste qui délivre le certificat attestant des coups et blessures, et/ou les traces de viol, est un acteur majeur dans le processus, de même que les services hospitaliers pour des actes médicaux d'urgence, et l'aide psychologique.**

- ◆ Les services de sécurité que sont la police et la gendarmerie pour le dépôt de plainte quand celle-ci ne passe pas directement par le procureur.

- ◆ L'institution judiciaire par l'entremise du procureur, du juge d'instruction et le juge du tribunal pour la condamnation de l'auteur.

- ◆ Le ministère de la solidarité pour le placement dans des lieux d'accueil et d'hébergement d'urgence des femmes dont la vie est en danger ou de celles qui ont été mises à la porte de leur domicile conjugal ou familial.

- ◆ Les centres d'écoute et d'hébergement des associations qui conseillent et accompagnent les victimes.

Pourtant, lorsqu'une victime se présente pour porter plainte ou demander assistance, elle se heurte à mille et une entraves et incompréhensions. L'éparpillement des procédures a un effet de stigmatisation sur la victime qui ne connaît pas ses droits et ne sait pas clairement à qui s'adresser quand elle subit un acte de violence. Plus grave encore, la non intervention des pouvoirs publics ou l'absence des ordonnances de protection peuvent, dans certains cas, mener au féminicide.

C'est pourquoi ce plaidoyer est proposé pour alléger les démarches de la victime.

Il est l'expression d'une demande des organisations de la société civile, partenaires de la campagne nationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, « Dhayen, Yakfi, Stop », afin qu'une prise en charge coordonnée des différents services d'intervention soit mise en place.

Objectif du plaidoyer

L'objectif final est donc de créer un guichet unique multisectoriel et pluridisciplinaire pour la prise en charge des femmes et des filles victimes de violence.

Il s'agit d'un lieu physique qui regrouperait l'ensemble des services et des ressources utilisés pour accueillir, déposer et traiter des plaintes en toute confidentialité jusqu'à la réinsertion de la victime.

Tous les interlocuteurs seraient dans un même lieu pour accueillir les victimes, les informer, les accompagner et leur faciliter leurs démarches. Ce guichet devra coordonner l'intervention des acteurs (police, gendarmerie, médecins légistes, procureur, associations, ministère de la solidarité (DASS) dans des délais courts.

Le chef de file peut être le commissariat ou l'unité de médecine légale au niveau de chaque wilaya et commune.



Cadre dans lequel s'insère la mise en place de ce guichet unique

Le projet présenté permettra de compléter et surtout de coordonner les mesures déjà prises pour la protection des femmes et des filles victimes de violences :

1. Cadre juridique

- ◆ La loi de 2009⁴ offre une assistance judiciaire gratuite aux victimes,
- ◆ Le cadre légal posé en 2015⁵ assure la criminalisation de diverses formes de violences.

Il est à noter que la criminalisation de la violence domestique et conjugale demandée par la stratégie nationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes a été satisfaite par la modification du Code Pénal qui a catégorisé les différentes formes de violence. Il s'agit de la violence physique ou sexuelle exercée par l'époux ou l'ex-époux dans le domicile conjugal ou en dehors de celui-ci, du harcèlement de rue, du harcèlement sexuel au travail exercé par un supérieur hiérarchique ou un collègue et la dépossession des biens et salaires appelée communément violence économique.



⁴ Loi n° 09-02 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009 modifiant et complétant l'ordonnance n° 71-57 du 5 août 1971 relative à l'assistance judiciaire / Article 1^{er} — Les personnes physiques et les personnes morales à but non lucratif dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir ou défendre leurs droits en justice peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire.

⁵ Loi portant code pénal du 30 décembre 2015, loi n° 15-19, arts. 266 Bis, 330, 330 bis, 333 bis et suivants.

◆ En 2020, la Constitution affirme la protection par l'Etat des femmes contre toutes formes de violence.

Art. 40. — « L'Etat protège la femme contre toutes formes de violence en tous lieux et en toute circonstance dans l'espace public, dans la sphère professionnelle et dans la sphère privée. La loi garantit l'accès des victimes à des structures d'accueil, à des dispositifs de prise en charge, et à une assistance judiciaire. »

2. Le Cadre institutionnel

◆ Mise en place d'une politique publique en 2008 encore en vigueur : La stratégie nationale de lutte contre les violences propose de concevoir un cadre global des politiques et des mesures de protection et d'assistance pour toutes les femmes victimes de violence fondée sur le genre et de la violence domestique.

◆ Mise en place d'un numéro vert et d'une base de données administratives, « Amane », gérée par la DASS⁶.

◆ Ouverture du deuxième centre d'accueil à Mostaganem.

◆ Formation des policiers à la prise en charge des victimes.

◆ Réajustement et genérisation de la base de données de la police.

◆ Accueil humanisé au niveau du service de la médecine légale et des services de police. (Une psychologue est présente lors de la réception de la victime).



⁶ Direction de l'action sociale relevant du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine.

◆ Offre d'une écoute juridique et psychologique et d'un accompagnement auprès des instances judiciaires par des centres d'écoute et d'hébergement associatifs.

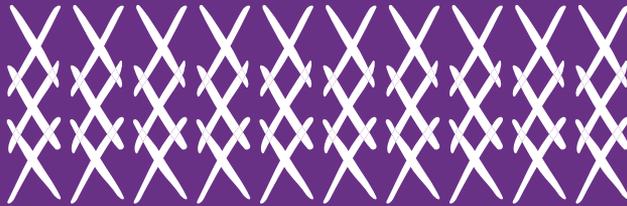
Propositions

- ◆ Mettre en place un guichet unique de coordination entre les institutions publiques et le mouvement associatif, avec désignation de sa composante, ses attributions...
- ◆ Mettre en place un système intégré harmonisé d'observation, de recueil et de collecte de données (fiche déclarative obligatoire des violences, grilles d'indicateurs pertinents, suivi de l'auteur...). La création d'un observatoire sur les violences pourrait aider à la collecte des données.
- ◆ Mettre en place un fonds national de soutien aux femmes victimes de violence, de discrimination et d'exclusion.
- ◆ Mettre en place les ordonnances de protection (éloignement et bracelet électronique).





اڤه ڤه
يڤي
STOP



اقتراحات

◆ إنشاء شبّاك وحيد للتنسيق بين المؤسسات العمومية والحركة الجمعوية، مع تحديد تشكيلته واختصاصاته.

◆ إرساء نظام متكامل ومنسجم للرصد، والحصول على البيانات وجمعها (استمارة تصريحية إلزامية للعنف المسجل، مصفوفة مؤشرات ذات صلة، متابعة المعتدي...). وعليه، فإنّ إنشاء مرصد للعنف سيُسهم في جمع البيانات.

◆ وضع صندوق دعم وطني لفائدة النساء ضحايا العنف والتمييز والإقصاء.

◆ إدراج أوامر للحماية (الإبعاد والسوار الإلكتروني).

المادة 40. - «تحمي الدولة المرأة من كل أشكال العنف في كل الأماكن والظروف، في الفضاء العمومي وفي المجالين المهني والخاص. ويضمن القانون استفادة الضحايا من هياكل الاستقبال ومن أنظمة التكفل، ومن مساعدة قضائية.»

2- الإطار المؤسسي

- ◆ إرساء سياسة عمومية عام 2008 لا زالت سارية المفعول. تقترح الاستراتيجية الوطنية لمكافحة العنف وضع إطار شامل لسياسات وتدابير الحماية والإعانة لكل النساء ضحايا العنف على أساس النوع الاجتماعي والعنف الأسري.
- ◆ توفير خط أخضر وقاعدة بيانات إدارية، «أمان»، تديرها مديرية النشاط الاجتماعي والتضامن⁶.
- ◆ فتح مركز استقبال ثانٍ بولاية مستغانم.
- ◆ تكوين أعوان الشرطة للتكفل بالضحايا.
- ◆ إعادة هيكلة قاعدة بيانات الشرطة وتعميمها.
- ◆ إضفاء الطابع الإنساني على مصلحة الطب الشرعي ومصالح الشرطة. (حضور مختصة نفسانية عند استقبال الضحية).
- ◆ توفير المشورة القانونية والنفسية والمرافقة أمام الهيئات القضائية من قبل مراكز الاستماع والإيواء التابعة للجمعيات.

6 مديرية النشاط الاجتماعي والتضامن (SSAD)، التابعة لوزارة التضامن الوطني والأسرة وقضايا المرأة.

الإطار الذي يندرج فيه إنشاء هذا الشبّاك الوحيد

إن المشروع المقدم من شأنه تكميل التدابير التي سبق اتّخاذها من أجل حماية النساء والفتيات ضحايا العنف وتنسيقها على وجه الخصوص:

1- الإطار القانوني

- ◆ يمنح قانون 2009⁴ الإعانة القضائية المجانية للضحايا.
- ◆ يضمن الإطار القانوني الموضوع في 2015⁵ تجريم أشكال العنف المختلفة.
- ◆ يجدر التذكير أنّ تجريم العنف المنزلي والزوجي الذي طالبت به الاستراتيجية الوطنية لمكافحة العنف ضدّ النساء تمّت تلبيته من خلال تعديل قانون العقوبات الذي صنّف أشكال العنف المختلفة. فهناك العنف الجسدي أو الجنسي الذي يمارسه الزوج أو الطليق داخل منزل الزوجية أو خارجه، والتحرش في الشارع، والتحرش الجنسي في مكان العمل الذي يمارسه المدير المباشر أو الزميل، وانتزاع الممتلكات والراتب، المعروف بالعنف الاقتصادي.
- ◆ في عام 2020، أكّد الدّستور على حماية الدولة للنساء ضدّ كل أشكال العنف.



4 القانون رقم 02-09 المؤرخ في 29 صفر 1430 الموافق 25 فبراير 2009 المعدّل والمتّم للأمر رقم 57-71 المؤرخ في 5 غشت 1971 المتعلق بالإعانة القضائية، المادة الأولى: «يمكن للأشخاص الطبيعيين والاعتباريين هدف غير مريح والذين لا تكفي مواردهم لإثبات حقوقهم أو الدفاع عنها أمام القضاء الاستفادة من الإعانة القضائية».

5 القانون المتضمن قانون العقوبات المؤرخ في 30 ديسمبر 2015، القانون رقم 15-19 المادة 266 مكرّر، المادة 330، المادة 330 مكرّر، المادة 333 مكرّر، وما يليها.

الغاية من المناصرة

إن الغاية النهائية هي إنشاء شبّاك وحيد متعدّد القطاعات والتخصّصات للتكفل بالنساء والفتيات ضحايا العنف.

ويُقصد به مكان ماديّ يجمع مجمل المصالح والموارد المستعملة لاستقبال الشكاوى وإيداعها وفحصها بكل سرية إلى غاية إعادة إدماج الضحية.

يقتضي ذلك وجود كل المتدخلين في مكان واحد، لاستقبال الضحايا وإعلامهن ومرافقتهن وتيسير إجراءاتهن. ويوكل لهذا الشبّاك مهمة تنسيق تدخّل الفاعلين (الشرطة، الدرك، الأطباء الشرعيين، وكيل الجمهورية، الجمعيات، وزارة التضامن ممثلةً من قبل مديريةية النشاط الاجتماعي والتضامن-DASS) ضمن آجال قصيرة.

يُمكن أن يكون هذا الشبّاك الوحيد في مركز الشرطة أو مصلحة الطب الشرعي على مستوى كل ولاية وبلدية.



- ◆ المؤسسة القضائية: من خلال وكيل الجمهورية وقاضي التحقيق وقاضي المحكمة فيما يخص إدانة الفاعل.
- ◆ وزارة التضامن التي تتكفل بتوفير أماكن الاستقبال والإيواء المستعجل للنساء اللاتي تعتبر حياتهنّ في خطر، أو اللاتي طُرِدْنَ من منزل الزوجية أو المنزل العائلي.
- ◆ مراكز الإنصات والإيواء التابعة للجمعيات، التي تقدم الاستشارة والمرافقة للضحايا.

ومع ذلك، عندما تتقدّم ضحيّة ما لإيداع شكوى أو طلب إعانة، فإنها تواجه عوائق لا تحصى وعدم تفهّم كبير.

إنّ تشبّت مسار الإجراءات يُسبّب وصمًا للضحية، التي لا تعرف حقوقها وتجهل مقصدها عند تعرّضها لأحد أشكال العنف. والأخطر من ذلك، قد يؤدي عدم تدخل السلطات العمومية وعدم إصدار أوامر الحماية إلى حدوث جريمة قتل الإناث في بعض الحالات.

وعليه، نقترح هذه المناصرة لغرض تخفيف الإجراءات على الضحية. وهي تعكس طلب منظمات المجتمع المدني الشريكة في الحملة الوطنية لمكافحة العنف ضدّ النساء والفتيات «ذاين، يكفي، ستوب»، بغية إرساء تكفل مُنسّق بين مختلف المصالح المعنية بالتدخّل.

إنّ الفرق شاسع بين عدد النساء اللواتي يتعرّضن للتعنف وتلك اللاتي يتقدّمن بشكاوى.

منّ المعلوم أيضاً أنّ العديد من النساء اللواتي يُودعن إفادة رسمية عن تعرضهن للتعنف لا يُتبعنها بشكاوى تُؤكّدها.

مسار الضحية بعد التعرض لاعتداء

يُصعبُ عادةً على النساء إيداع شكاوى. لكن إن تيسرهنّ ذلك فإنهنّ يتوجّهن إلى الطّبيب الشرعي قبل أي إجراء آخر، إمّا بشكل مباشر أو بناءً على أمر من وكيل الجمهورية، بغية توثيق العنف الذي تعرضن له. وما إن يحصلن على شهادة طبية تصفُ الأضرار، وتحدّد العجز المؤقت عن العمل أو العجز الجزئي الدائم الذي سيمكنهنّ من الحصول على تعويض عن الأضرار المتسبب فيها، يتوجّهن إلى مركز الشرطة الأقرب.

وعليه، تتطلّب عملية التكفل بالضحايا بروتوكولاً؛ بدءاً من الإفادة إلى غاية التعويض القضائي، وتقتضي تدخّل عدّة فاعلين. ولئن كانت الآليات موجودة فعلاً إلا أنّ هناك نقصاً واضحاً في التنسيق بينها. وتخصّ هذه الآليات قطاعات:

◆ الصحة: يُعدّ الطبيب الشرعي الذي يُمْنح الشهادة المثبتة للضرب والجروح و/أو آثار اغتصاب، فاعلاً رئيسياً في العملية، بمعيتة المصالح الاستشفائية التي تتكفل بالتدخلات الاستعجالية والدعم النفسي.

◆ مصالح الأمن المتمثلة في الشرطة والدرك الوطني: عندما يتعلق الأمر بإيداع شكاوى في حال عدم مرورها مباشرة عبر وكيل الجمهورية.

طرح الإشكالية

رغم انعدام معطيات وطنية موحّدة ومؤشرات بيّنة حديثة تعكس ظاهرة العنف المُسلّط على النساء والفتيات، فإننا نعلم أنه في سنة 2006¹، تعرّضت امرأة من بين عشر نساء (10/1) إلى عُنف جسدي واثنتين من عشرة (10/2) إلى عنف لفظي متكرّر.

وفي عام 2022²، صرّحت 6% من النساء اللواتي تمّ استطلاع آرائهنّ أنهنّ تعرّضن للضرب على الأقل مرّة واحدة إلى حدّ التوجّع، وهو ما يوافق نحو 900.000 امرأة تعرّضن للعنف في ظرف سنة واحدة.

وفي نفس العام، أُحصتْ مَصالحُ الشّرطة 5.792³ شكوى من نساء ضحايا سوء معاملة.



1 دراسة استقصائية بشأن انتشار العنف المسلّط على النساء أجراها مركز البحث في الأنثروبولوجيا الاجتماعية والثقافية (CRASC) لحساب الوزارة المنتدبة لقضايا المرأة.

2 استطلاع للرأي أجرته «المؤسسة من أجل المساواة» عام 2002 عن درجة الالتزام بقيم المساواة لدى الجزائريات والجزائريين، بمن فيهم المراهقات والمراهقين. موقع مركز الإعلام والتوثيق لحقوق الطفل والمرأة ciddef-dz.com (CIDDEFF).

3 3.809 شكوى اعتداء جسدي، 3 حالات ضرب وجرح أفضت إلى الوفاة، 27 حالة قتل، 3 حالات شروع في القتل، 47 حالة عنف جنسي ضدّ المحارم، 31 حالة تحرش جنسي، 936 حالة سوء معاملة، 1 حالة استغلال اقتصادي، 11 حالة اختطاف.

تُظهر علاقات القرابة مع الضحية **الزوج في المقام الأول: 1.236 زوجًا** مارسوا عنفًا جسديًا على زوجاتهم؛ يليه أعضاء الأسرة 560 حالة: **الإخوة 233 حالة، الأبناء 179 حالة،** الآباء 37 حالة، الخطيّب 37، **العشاق 118**؛ وأخيرًا 1.704 حالة من فعل أجنبي.

يعدّ العنف الجسدي السبب الأعلى نسبةً لشكاوى النساء لدى مصالح الأمن، أي 57.72%، يليه سوء المعاملة 38.63%، التحرش في الأماكن العامة 1.04%. أمّا القتل فيمثل 0.50%، والضرب والجرح العمدي المفضي إلى الوفاة 0.11%، ما يعادل 13 و07 ضحايا على التوالي. وقد أكّد موقع feminicides-dz.com هذا الرقم عن 38 امرأة فقدن الحياة.



مذكرة

لإنشاء شبّاك وحيّد للتكفل
بالنساء والفتيات ضحايا العنف
من قبل مختلف المصالح المعنية

يُعَدُّ العُنْفُ المُسلَّطُ على النساء والفتيات أحد خروقات حقوق الإنسان الأكثر شيوعًا في العالم.

تقرّر، عقب تقديم المناصرة الخاصّة بإنشاء شُبّاك وحيد بتاريخ 24 فيفري / فبراير 2023، صياغة مُذكّرة مُوجّهة للسلطات العمومية.

حَضَرَ هذا الاجتماع:

- ◆ جمعية نجدة النساء في شدّة
- ◆ جمعية نساء جزائريات مطالبات بحقوقهن
- ◆ جمعية ثاروا نفاظمة نسومر
- ◆ الجمعية الوطنية المرأة في اتصال
- ◆ مؤسسة الجريدة النسوية الجزائرية
- ◆ المؤسسة من أجل المساواة
- ◆ جمعية بذرة السلام
- ◆ الجمعية الوطنية للمنتخبات المحليّات (شبكة نجم)





جوان
2023

مذكرة

لإنشاء شبّاك وحيّد للتكفل
بالنساء والفتيات ضحايا العنف
من قبل مختلف المصالح المعنية

اڤوڤاڤا
يكفي
STOP
مع بعض نجسوا العنف
ضد النساء ولبنات

